

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 23/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS PARC EOLIEN DE LONGCHAMP

22 rue de Palestro
75002 Paris

Références : -
Code AIOT : 0010011878

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement SAS PARC EOLIEN DE LONGCHAMP implanté Longchamp 18310 Nohant-en-Graçay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PARC EOLIEN DE LONGCHAMP
- Longchamp 18310 Nohant-en-Graçay
- Code AIOT : 0010011878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Longchamp est situé sur la commune de Nohant-en-Graçay. Le parc représente une puissance totale installée de 10 MW. Il se compose de :

- 4 aérogénérateurs identifiés E1 à E4 présentant les caractéristiques suivantes :
 - Puissance unitaire maximale de 2,5 MW ;
 - Hauteur maximale de mât au moyeu de 100 m ;
 - Diamètre de rotor maximal de 100 m ;
 - Hauteur totale maximale en bout de pale de 150 m ;
- Un poste de livraison électrique.

Le parc bénéficie du droit d'antériorité pour fonctionner sans l'autorisation prévue par la rubrique n°2980 de la nomenclature des installations classées.

La société WPO est en charge du suivi de l'exploitation et la maintenance est principalement effectuée par Nordex.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II	Demande d'action corrective	60 jours
7	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
2	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
5	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	Sans objet
8	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Sans objet
9	Biodiversité	AP Complémentaire du 11/06/2020, article 2	Sans objet
10	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
11	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
12	Panneau et identification	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	mât		
13	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le plan de prévention du parc éolien de Longchamp du 01/12/2025.</p> <p>La maintenance du parc est réalisée par Nordex, qui peut faire appel à des sous-traitants.</p> <p>Le plan de prévention du parc, qui contient les procédures à suivre en cas d'urgence, est transmis à chacune des entreprises intervenant sur le site et doit être signés par ces dernières. Ce plan de prévention est ensuite transmis par les entreprises detentrices à chaque membre de leur personnel qui est amené à intervenir sur le site pour qu'il puisse en prendre connaissance. En signant le plan de prévention, les entreprises s'engagent à ce que les membres de son personnel envoyés sur site disposent des formations et habilitation requises.</p> <p>Pour les interventions ayant lieu hors maintenance classique, l'exploitant demande à recevoir en amont de l'intervention les certificats de formation des personnes intervenants.</p>

Un exercice d'entraînement à une situation d'urgence est prévu sur le parc de Longchamp en 2026. Un exercice avec les services de secours a cependant été organisé sur un autre parc de l'exploitant, le parc des Croquettes situé sur la commune de Quincy dans le Cher, le 04/06/2024. Un compte rendu d'exercice a été rédigé suite à cet exercice.

Vu le compte-rendu d'exercice d'entraînement à une situation d'urgence en présence du SDIS (service départemental d'incendie et de secours) sur le parc des Croquettes du 04/06/2024 qui reprend notamment le déroulé de l'exercice ainsi que les éventuels points positifs ou négatifs identifiés et les voies d'amélioration à envisager.

Vu le registre dans lequel est consigné l'ensemble des exercices réalisés ou prévus sur les différents parcs de l'exploitant.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

Vu le plan de prévention du parc éolien de Longchamp du 01/12/2025.

Vu les fiches « wiki WPO ».

Ces documents consignent l'ensemble des informations requises en matière de situations d'urgence et de consignes de sécurité.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

Vu le registre de maintenance qui consigne l'ensemble des informations attendues.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa

Thème(s) : Risques accidentels, Tests arrêts

Prescription contrôlée :

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Vu les rapports de test fonctionnel des dispositifs de sécurité réalisés par Nordex pour les éoliennes E2 et E3 datés respectivement du 25/08/2025 et du 27/08/2025, en particulier les points portant sur les contrôles de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse.

Les contrôles précédents ont été effectués les 28/07/2023 et 10/08/2023. L'exploitant indique que des contrôles ont normalement été effectués en 2024 mais il n'est pas en mesure de retrouver les

rapports et de les présenter à l'inspection des installations classées.

Constat : Le respect de la bonne périodicité de contrôle des équipements de sécurité de l'installation n'est pas démontré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles brides

Prescription contrôlée :

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

Constats :

Vu les rapports de maintenance annuelle réalisés par Nordex pour les éoliennes E2 et E3 datés respectivement du 23/05/2025 et du 26/05/2025, et notamment les points qui concernent le contrôle visuel du mât et le contrôle visuel et manuel de tous les raccords vissés qui n'ont pas été vérifiés pour la perte de couple.

Les contrôles précédents pour E2 et E3 ont été effectués respectivement le 10/08/2024 et le 12/08/2024.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles visuels pales

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les rapports de contrôle visuel des pales réalisés par Nordex pour les éoliennes E2 et E3 datés du 08/04/2025.</p> <p>Pour E2, 16 défauts de catégorie 3 ont été relevés. 14 défauts de catégorie 3 et 4 défauts de catégorie 4 ont été relevés pour E3. En tout il existe 5 catégories de défauts, la catégorie trois correspondant à une sévérité moyenne et la 4 à une sévérité élevée, cependant, aucune information concernant les délais d'actions selon les différentes catégories de défaut n'est indiquée. En revanche, dans le corps du rapport il est indiqué à côté des défauts de catégories 4 qu'une réparation doit avoir lieu sous un mois.</p> <p>Vu le rapport de réparation des pales de E3 réalisé par Nordex en date du 17/09/2025, dans lequel les 4 défauts de catégorie 4 ont été réparés.</p> <p>Constat : les réparations n'ont pas été réalisées dans les délais préconisés par les rapports de contrôles des pales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Sécurité des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p>

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

Vu la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS).

Vu les rapports de test fonctionnel des dispositifs de sécurité réalisés par Nordex pour les éoliennes E2 et E3 datés du 27/08/2025.

Les contrôles précédents ont été effectués les 28/07/2023 et 10/08/2023. L'exploitant indique que des contrôles ont normalement été effectués en 2024 mais il n'est pas en mesure de retrouver les rapports et de les présenter à l'inspection des installations classées.

Vu les rapports de maintenance annuelle réalisés par Nordex pour les éoliennes E2 et E3 datés respectivement du 23/05/2025 et du 26/05/2025.

Les contrôles précédents pour E2 et E3 ont été effectués respectivement le 10/08/2024 et le 12/08/2024.

Constat : Le respect de la bonne périodicité de contrôle des équipements de sécurité de l'installation n'est pas démontrée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité

Prescription contrôlée :

IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<p>Constats :</p> <p>Vu le registre reprenant la liste des systèmes instrumentés de sécurités ainsi que les contrôles associés.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/06/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit de tous les aérogénérateurs du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes, les appareils de mesure des paramètres visés étant situés à hauteur de nacelle au niveau d'un des aérogénérateurs du parc :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 15 juin au 31 octobre inclus ; - et en cas de vitesse de vent inférieure à 6,5 m/s ; - et en cas de précipitations inférieures à 0,2 mm/h ; - et en cas de température supérieure à 11°C ; <p>le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès le coucher du soleil et sur la nuit entière.</p> <p>La mise en place effective du plan de bridage des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les paramètres de bridage entrés dans le logiciel de programmation du bridage.</p> <p>Vu des arrêts ponctuels sur les nuits du mois d'août pour E2.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Voies d'accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les chemins d'accès aux éoliennes E2 et E4 sont carrossables et permettent l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces accès ainsi que les plateformes situées aux pieds des éoliennes E2 et E4 sont entretenus. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aérogénérateur
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès intérieurs de chaque aérogénérateur et du poste de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage public
Prescription contrôlée :

<p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Vu les consignes au niveau des aérogénérateurs E2 et E4 ainsi que du poste de livraison.</p> <p>Les aérogénérateurs E2 et E4 sont bien identifiés par un numéro lisible sur leur mât.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Sécurité des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Intérieur aérogénérateur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'intérieur des aérogénérateurs E2 et E4 est maintenu propre. Aucun matériau combustible ou inflammable n'est entreposé à l'intérieur.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de</p>

deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

Constats :

Vu la présence d'extincteurs en pied des aérogénérateurs E2 et E4 ainsi que dans le poste de livraison. Ces derniers ont été contrôlés en mars 2025. L'exploitant indique que le prochain contrôle est programmé la semaine suivant l'inspection, à savoir la semaine du 16/03/2025.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite